

INFORMATION & COMMUNICATION DIRECTORATE

Communiqué de presse

Date : 13 mars 2025

Lieu: New York, USA

CSW69: Bilan des 30 ans de la Déclaration et de la Plate-forme d'action de Beijing - le cas de la Côte d'Ivoire



La République de Côte d'Ivoire, sous la conduite du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE), en collaboration avec le Centre International de l'Union Africaine pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique (UA CIEFFA) et le Groupe ZaZou Plus, a organisé un événement parallèle en marge de la soixante-neuvième session de la Commission de la Condition de la Femme (CSW69) sous le thème : « 30 ans après, les droits de la femme : bilan et cas pratiques ».

La réunion, qui s'est tenue le 13 mars 2025, au Mandela Hall de la Mission Permanente d'Observation de l'Union Africaine auprès des Nations-Unies à New-York, avait pour but de mettre en lumière les progrès réalisés dans différents pays africains depuis l'adoption de la Déclaration de Beijing.

L'événement avait également pour objectifs d'évaluer les approches prioritaires ayant conduit à des succès notables, de valoriser les initiatives locales en faveur de



l'autonomisation complète et la réussite des femmes, de promouvoir les modèles ivoiriens d'autonomisation soutenus par le MFFE, et de partager des expériences avec des pays aux profils économiques et sociaux similaires à celui de la Côte d'Ivoire.

Mme Namizata Sangaré, Présidente du Conseil National des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire, a ouvert la session en rappelant l'importance historique de la Conférence de Beijing, qu'elle a qualifiée de quatrième

rencontre la plus significative pour les droits des femmes. Elle a souligné que cet événement parallèle constituait une plateforme idéale pour évaluer les avancées réalisées en Côte d'Ivoire et au-delà.

Les trois tables rondes qui ont suivi ont permis aux intervenants et aux participants de mener une réflexion approfondie sur l'évaluation de la déclaration et de la plate-forme d'action de Beijing trente ans après leur adoption. Modérées par Dr Fatoumata Traoré Diop, Membre du CESEC, 6^e Adjointe au maire de Bouaké et Présidente fondatrice du Groupe ZaZou Plus et Mme Simone Yankey, Coordonnatrice de l'Union Africaine CIEFFA, les discussions ont porté sur l'autonomisation politique, sociale et environnementale, l'éducation des filles et des femmes en Afrique grâce à la campagne #AfricaEducatesHer de l'Union Africaine, et l'autonomisation économique et financière.

Parmi les recommandations formulées lors de ces échanges, on peut citer la nécessité de renforcer les cadres juridiques garantissant une parité 50/50 accompagné d'un cadre de suivi permanent favorisant l'autonomisation effective des filles et des femmes, la mise en place des mécanismes de soutien tirant parti du leadership des jeunes et incluant toutes les femmes, y compris celles en situation d'handicap, l'incitation des États membres de l'Union Africaine à lancer et à mettre en œuvre la campagne continentale #AfricaEducatesHer, l'investissement et l'impact du programme d'alimentation scolaire de l'UA sur l'éducation des filles de en collaboration avec l'approvisionnement local pour autonomiser les agriculteurs locaux et stimuler les



économies, et l'amélioration de l'accès aux financements pour les femmes entrepreneures.

En clôturant la réunion, la Ministre ivoirienne de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, S.E. Mme Nassénéba Touré, a encouragé les femmes à s'investir davantage dans l'éducation et les débats sociétaux afin de favoriser un changement de mentalité. Elle a insisté sur l'importance pour l'Afrique de s'approprier la

Résolution 1325 des Nations Unies afin de parvenir à la paix et a également souligné la nécessité d'adopter, aux niveaux national et local, les mécanismes continentaux tels que la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). La Ministre a également proposé la création éventuelle _d'un mécanisme de type_ « USAID africaine » afin d'impulser le changement et garantir un impact à grande échelle.

Parmi les intervenants à la réunion figuraient Mme Marguerite Yoli-Bi Koné, Commissaire Centrale et Experte en Genre et Gouvernance Electorale, Côte d'Ivoire, l'honorable Touré Aboa Nantarie, Député et Conseiller spécial du président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, Mme Michèle Vianes Présidente de l'association Regards de Femmes, Mme Nadine Bla, Vice-présidente de la CCI-CI, Dr Brou Georgette, Directrice de l'équité et de l'égalité du genre, MENA-CI, Mme Sophia Ashipala, Chef de la division Éducation du département de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (ESTI) de la Commission de l'Union Africaine, Mme Fanta Ouattara, 5e adjointe au maire de Bouaké, Côte d'Ivoire, ainsi que d'autres participants de haut niveau.

Pour plus d'informations veuillez contacter:

1. **Ms. Esther Azaa Tankou** | Head, Media and Information Division, Communication Adviser, Permanent Observer Mission to the UN | Information and Communications Directorate | E-mail: yamboue@africa-union.org, Tel: +251911361185 / +1 3478127195 (WhatsApp)
2. **Azwe Success Barbara**, Communications Officer | African Union International Center for Girls & Women's Education in Africa | African Union Commission **WhatsApp**: +226 64 90 44 95 | **E-mail**: BarbaraS@africa-union.org | Ouagadougou, Burkina Faso
3. **Gamal Eldin Ahmed A. Karrar**, Senior Communication Officer - Information and Communication Directorate | African Union Commission **Tel**: +251 904 138 354| **E-mail**: gamalk@africa-union.org | Addis Ababa, Ethiopia

Information and Communication Directorate, African Union Commission | **E-mail**: DIC@africa-union.org
Web: www.au.int | Addis Ababa, Ethiopia | **Follow Us**: [Facebook](#) | [Twitter](#) | [Instagram](#) | [YouTube](#)